



UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Région
Nord Pas de Calais - Picardie

Direction départementale
des territoires et de la mer
du Pas-de-Calais

Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC)

Notice spécifique de la mesure
« Restauration et entretien de mares et plans d'eau »
« NC_OPB5_PE01 »
du territoire « Bocage et Littoral »
du PAEC « Maintien et renfort de la biodiversité du Boulonnais et du
Pays de Licques »

Campagnes 2015 et 2016

1. OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette opération est de réaliser un entretien des mares et des plans d'eau présents sur les terres agricoles permettant de maintenir l'ensemble des rôles de ces milieux particuliers.

Les mares sont des écosystèmes particuliers qui influent sur la richesse en biodiversité, la qualité des eaux et la régulation climatique :

➤ La biodiversité :

- De par leurs diversités et leurs spécificités, les mares isolées abritent tout une faune et une flore particulièrement riches. Ce sont des réservoirs de biodiversité floristique et faunistique. Les mares offrent donc refuge, lieu de reproduction, d'alimentation et bien entendu un lieu de vie à de nombreuses espèces particulièrement en contexte d'agriculture intensive. Ces microzones humides abritent d'ailleurs près de 15 % des espèces protégées.
- L'existence des réseaux de mares est cruciale pour le maintien des métapopulations de certaines espèces. Ces réseaux sont également nécessaires à de nombreux mammifères et oiseaux en tant qu'élément particulier de l'ensemble des habitats que ces espèces ont l'habitude d'utiliser. Ils participent donc au maintien des continuités écologiques (trame verte et bleue) indispensables à la faune et à la flore.

➤ L'eau :

- En tant que zones humides, les mares accomplissent des fonctions régulatrices de l'eau : écrêtage des crues (lutte contre l'érosion des sols et des inondations), stockage de l'eau, pondération du régime des eaux courantes, rétention et transformation des sédiments, lutte contre l'érosion.
- De plus, les mares, et leurs réseaux, jouent un rôle épurateur en éliminant les polluants diffus des eaux de surface. Situées souvent en tête des bassins versants les mares forment des systèmes très efficaces d'épuration naturelle des eaux.

➤ Le climat :

- Les mares liées aux exploitations agricoles fixent une grande quantité de carbone du fait de leur grand nombre et de leur exceptionnelle productivité primaire propre aux écosystèmes aquatiques.

2. MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des points du cahier des charges de la mesure, **une aide de 149,16 € par mare engagée** vous sera versée annuellement pendant la durée de l'engagement.

3. CONDITIONS SPECIFIQUES D'ELIGIBILITE A LA MESURE

Les conditions d'éligibilité sont à respecter pour entrer dans la mesure et **doivent être respectées durant tout le contrat. Leur non-respect entraîne le remboursement de l'ensemble des annuités versées.**

3.1 Conditions relatives au demandeur ou à l'exploitation

Vous devez respecter les conditions d'éligibilité générales aux différentes MAEC, rappelées dans la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020. Aucune condition d'éligibilité spécifique à la mesure « NC_OPB5_PE01 » n'est à vérifier.

3.2 Conditions relatives aux éléments engagés

Vous pouvez engager dans la mesure « NC_OPB5_PE01 » les mares et plans d'eau de votre exploitation, dans la limite du montant plafond éventuellement fixé par un cofinancier au niveau de la mesure.

Les mares et plans d'eau éligibles à la mesure « NC_OPB5_PE01 » doivent avoir les caractéristiques suivantes :

- utilisées ou non pour l'abreuvement du bétail, à vocation paysagère ou agricole,
- localisées sur terrain naturel,
- d'une taille minimale de 20 m² (0,2 are),
- d'une taille maximale de 700 m² (7 ares),
- d'une profondeur inférieure à 2 mètres,
- Les mares de chasse (comportant une hutte de chasse) et les parcs à canard ne sont pas éligibles.

Ne sont pas éligibles aux mesures appliquant le cahier des charges, les mares restaurées via le programme d'actions mare du PNRCMO en partenariat avec les Groupements d'Intérêt Cynégétique depuis 2000.

Seules les mares et plans d'eau présents sur les terres agricoles et sans finalité piscicoles peuvent faire l'objet d'un financement par cette mesure. A contrario, la restauration de mares et plans d'eau dont la finalité serait piscicole ne sont pas éligibles.

4. CRITERES DE SELECTION DES DOSSIERS

Les critères de sélection permettent de prioriser les demandes d'aide au regard des capacités financières.

Il n'y a pas de critères de sélection spécifiques à cette mesure.

5. LE CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE ET LE REGIME DE CONTROLE ET DE SANCTIONS

Pour les contractualisations 2015, l'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 15 juin de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Pour les contractualisations 2016, l'ensemble de vos obligations doit être respecté dès le 15 mai de la première année de votre engagement, sauf dispositions contraires dans le cahier des charges (Cf. ci-après).

Les documents relatifs à votre demande d'engagement et au respect de vos obligations doivent être conservés sur votre exploitation pendant toute la durée de votre engagement et pendant les quatre années suivantes.

Les différentes obligations du cahier des charges de la mesure « NC_OPB5_PE01 » sont décrites dans le tableau ci-dessous.

ATTENTION : si l'une de ces obligations n'est pas respectée, les conséquences de ce non-respect peuvent porter sur la seule année considérée (anomalie réversible), **ou bien sur l'ensemble des 5 ans de l'engagement (anomalie définitive).** Dans ce cas, les demandes de reversements de l'aide réglementairement exigibles peuvent atteindre des sommes importantes. Par ailleurs, le régime de sanction est adapté selon l'importance de l'obligation (principale ou secondaire) et selon l'étendue de l'anomalie (à seuil ou totale).
Reportez-vous à la notice nationale d'information sur les MAEC et l'agriculture biologique 2015-2020 pour plus d'informations sur le fonctionnement du régime de sanctions.

Obligations liées au cahier des charges et aux critères d'éligibilité à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles		Sanctions		
	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Gravité	
				Importance de l'anomalie	Etendue de l'anomalie
Faire établir, par une structure agréée, un plan de gestion de la mare ou du plan d'eau engagé, incluant un diagnostic initial de l'élément engagé. Le plan de gestion devra être réalisé au plus tard le 1^{er} juillet de l'année du dépôt de la demande d'engagement.	Sur place	Plan de gestion	Définitif	Principale	Totale
Mise en œuvre du plan de gestion	Sur place	Plan de gestion Et cahier d'enregistrement des interventions Et factures éventuelles si prestation	Réversible	Principale	Totale

Réalisation des interventions pendant la période du 15 Septembre et le 31 Octobre pour l'entretien	Sur place	Cahier d'enregistrement des interventions Et factures éventuelles si prestation	Réversible	Secondaire	A seuil
Interdiction de colmatage plastique	Sur place		Définitif	Principale	Totale
Enregistrement des interventions	Sur place : documentaire	Présence du cahier d'enregistrement des interventions et effectivité des enregistrements	Réversible aux premier et deuxième constats. Définitif au troisième constat.	Secondaire (si le défaut d'enregistrement ne permet pas de vérifier une des autres obligations, cette dernière sera considérée en anomalie)	Totale
Interdiction d'utilisation de produits phytosanitaires sur l'élément engagé, sauf traitements localisés	Sur place : documentaire et visuel	Visuel : absence de traces de produits phytosanitaires (selon la date du contrôle) Documentaire : sur la base du cahier d'enregistrement des interventions	Réversible	Principale	Totale

ATTENTION : La tenue du **cahier d'enregistrement des interventions** constitue une pièce indispensable du contrôle. Aussi, **l'absence ou la non-tenue** de ce cahier le jour du contrôle se traduira par l'application du régime de sanctions, qui peut aller **jusqu'au remboursement total de l'aide, même si ce cahier ne doit comporter que des valeurs nulles.**

6. DEFINITIONS ET AUTRES INFORMATIONS UTILES

Cahier d'enregistrement des interventions :

Pour chaque mare engagée dans la mesure « NC_OPB5_PE01 », l'enregistrement devra comporter les points suivants :

- **identification de l'élément engagé** : n° de l'îlot, parcelle, partie ou groupe de parcelle(s) telle que localisé sur les RPG de la déclaration de surfaces,
- **interventions** : date(s), type d'interventions, matériel utilisé, modalités et localisation.

Plan de gestion :

Vous devez faire établir un plan de gestion des mares que vous souhaitez engager. Le plan de gestion précise vos obligations. Il sera établi par une structure agréée (Par Naturel Régional Caps et Marais d'Opale), sur la base d'un diagnostic initial de ces éléments :

Les modalités générales :

- Interdiction d'introduire des espèces animales ou végétales sur les bergers et dans la mare

- Interdiction de végétaliser les berges (végétalisation naturelle à privilégier)
- Méthodes de lutte manuelle et/ou mécanique contre la prolifération de la végétation allochtone envahissante (Jussie, Myriophylle du Brésil, ... sur la base de la liste des espèces allochtones, publiée par le Ministère en charge de l'Ecologie dans le cadre des décrets d'application de la loi "développement des territoires ruraux" de février 2005.). Liste des espèces envahissantes visées : Myriophylle du Brésil, Jussie, Pistia stratiotes, etc. Description des méthodes d'élimination (destruction chimique interdite. En marais, le faucardage des mares et plans d'eau pour l'élimination des végétaux allochtones envahissants est interdit), période de destruction, outils à utiliser : **à définir dans le plan de gestion.**
- Dans le cas de surfaces pâturées jouxtant la mare, les conditions d'accès aux animaux : interdiction d'abreuvement direct sur l'ensemble du périmètre de la mare (mise en défens totale) ou mise en défens partielle avec accès limité au bétail (dans ce cas, préciser la largeur d'accès autorisé). Pour limiter l'accès, pose de clôtures à au moins 1,5 m de la mare. Il sera possible d'installer une pompe de prairie pour satisfaire l'abreuvement des animaux.

Les modalités d'entretien de la mare :

A réaliser en année 1 :

Soit un simple débroussaillage.

Soit un curage mécanique ou manuel sur les 3/4 de la surface de la mare maximum.

- Les produits de curage seront exportés hors de la zone humide puis étalés. Ils ne pourront pas servir pour remblayer une zone humide.
- Curage à réaliser entre le 15 septembre et le 31 octobre.

Soit un débroussaillage et un curage total sur l'ensemble de la mare, lorsque celle-ci est dans un état d'atterrissement avancé.

- Si besoin défini dans le plan de gestion, créer des pentes douces, d'environ 30 °, sur au minimum la moitié du périmètre et de préférence sur l'ensemble du périmètre de façon à avoir un profil de la mare en V, en accord avec le plan de gestion à définir.

Date d'intervention autorisées à définir dans le plan de gestion (en dehors des périodes gênantes pour les oiseaux et les batraciens, de préférence en septembre-octobre).

A réaliser pendant les années 2 à 5 :

- Entretien par 4 fauches obligatoires. La première devra obligatoirement être réalisée en année 2. Export des végétaux obligatoire.
- Cette fauche pourra être manuelle, effectuée à la débroussailleuse thermique ou par une fauche mécanique exportatrice sur les berges entre le 15 Septembre et le 31 Octobre, avec exportation des végétaux obligatoire (réalisation possible par tiers sur 3 ans). Ne faucher la végétation aquatique que si celle-ci devient envahissante.
- Les dates d'intervention en dehors des périodes gênantes pour les oiseaux et les batraciens : **entre le 15 Septembre et le 31 octobre.**

Variable locale :

p6 = 5